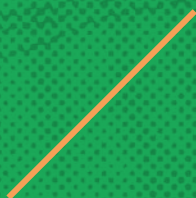


20
20



RAPPORT D'IMPACT



ENERGICITIES

20
20



RAPPORT D'IMPACT

Le rapport d'impact 2020
d'Energy Cities vise à vous
donner un aperçu de l'année.

- / Avant-propos
- // Les principaux faits marquants
des activités d'Energy Cities au
cours de l'année
- /// Notre opinion sur ce qui a changé
en 2020 pour la transition des villes

En un coup d'œil, vous trouverez
les principales tendances et les
opportunités que la crise sanitaire
pourrait apporter à l'agenda de la
transformation urbaine.



AVANT-PROPOS

L'année 2020 restera à jamais dans les mémoires comme l'année de la pandémie – impossible d'y échapper. Mais malgré les changements que cette pandémie a imposés à Energy Cities et à nos villes membres, nous avons continué à tenir notre promesse de démocratiser, décarboner et décentraliser la transition énergétique.

La pandémie nous a également rappelé que l'énergie et la valeur des villes leur viennent de leurs habitants. Qu'il s'agisse de partager des idées, d'échanger des biens ou de créer de la solidarité, l'humain est au cœur des villes.

De Vienne à Barcelone, d'Helsinki à Dunkerque, les exemples ne manquent pas de collectivités locales qui construisent des villes meilleures pour leurs habitants, avec des stratégies de neutralité climatique, visant parfois l'indépendance énergétique et parfois une transition plus large.

La question de savoir si cela doit être fait ne se pose plus aujourd'hui : la neutralité énergétique doit être atteinte dans les grandes villes, c'est devenu une obligation. Et les maires des grandes métropoles, tout comme ceux des villes moyennes, sont



AVANT-PROPOS

bien conscients de cette nouvelle responsabilité. Pour preuve, les nouvelles lettres de mission des adjoints au maire et l'intitulé de leurs portefeuilles : le premier échevin de la Ville de Bruxelles est ainsi responsable du « climat » dans toutes ses dimensions et veille à son intégration dans toutes les politiques municipales, tandis que l'adjointe à la mairie de Nantes en charge de la prospective et de la résilience est également Vice-présidente climat, transition énergétique et alimentaire, agriculture, résilience et mutations économiques de Nantes Métropole.... Fini le temps où les vice-présidents à l'énergie étaient uniquement chargés de la rénovation des bâtiments publics !

Energy Cities reste fidèle à son objectif d'accélérer la transition énergétique en plaçant l'humain au centre. Notre rapport d'impact ne met en lumière que quelques-uns des nombreux projets qui contribuent à créer les outils et les connaissances co-produits au sein de notre réseau afin que chaque ville puisse trouver la voie qui lui convient, à elle et à ses citoyens.

Ce rapport montre également comment les expériences de nos villes membres vont directement alimenter le processus décisionnel de l'UE, créant ainsi des conditions idéales à l'épanouissement des villes.





LES PRINCIPAUX
FAITS MARQUANTS
DES
ACTIVITÉS
D'ENERGY CITIES
AU COURS
DE L'ANNÉE

2020 – Construire des
villes en pleine pandémie



DE NOUVELLES PAGES S'OUVRENT...

L'un des points forts de l'année 2020 a été le lancement de **l'EU City Facility** – une nouvelle façon de travailler pour Energy Cities, en collaboration avec de nombreux partenaires, pour répondre à une préoccupation bien connue : le manque de capacité, au niveau local, pour développer des plans d'investissements durables pour la transition énergétique.

Pour la première fois, Energy Cities gère des subventions que l'UE verse directement aux villes, ainsi que l'accès à un réseau d'experts nationaux en financement, afin d'aider les villes à former ou à embaucher leur propre personnel pour élaborer des plans pour l'avenir et à accéder au monde, souvent labyrinthique, des financements européens et nationaux.

Notre premier appel à propositions a battu tous les records, tant par le nombre de réponses que par la qualité des demandes de subventions. Heureusement, un deuxième appel vient d'être lancé et l'année 2021 devrait voir davantage de villes bénéficier de ce dispositif pour accélérer leur transition énergétique.



...QUAND D'AUTRES CHAPITRES SE FERMENT →



...QUAND D'AUTRES CHAPITRES SE FERMENT

Plusieurs projets notables se sont achevés en 2020, laissant derrière eux une forte empreinte dans les villes participantes et des enseignements qui vont bénéficier à beaucoup d'autres villes.

HotMaps est un outil en ligne, à code source ouvert, pour la cartographie et l'élaboration de stratégies locales en matière de chauffage et de refroidissement. Il a été créé en collaboration avec les villes **d'Aalborg, Bistrita, Francfort, Genève, Milton Keynes, Saint-Sébastien et avec le Comté de Kerry** qui ont co-conçu, testé et validé l'outil afin de garantir un logiciel convivial, entièrement basé sur les besoins des utilisateurs. HotMaps est désormais disponible pour toutes les villes qui souhaitent :

- ✓ **Établir une cartographie de la situation énergétique en matière de chauffage et de refroidissement**, y compris le potentiel en énergies renouvelables et en chaleur fatale, dans des couches SIG avec une maille minimale de 250 m, et ce dans presque toutes les régions de l'UE,
- ✓ **Modéliser le système énergétique**, en intégrant l'appariement horaire entre l'offre et la demande, la modulation de la consommation, etc. au niveau local, régional et national,
- ✓ **Simuler les options d'offre et de demande dans des scénarios à long terme allant jusqu'à 2050** qui intègrent les émissions de CO₂, les coûts de l'énergie, l'évolution démographique et la part des énergies renouvelables.

Le timing est on ne peut plus judicieux, car la cartographie en matière de chauffage et de refroidissement est déjà obligatoire dans certaines régions et pourrait le devenir à l'échelle de l'UE. Et c'est précisément ce que permet de faire HotMaps, un outil développé par et pour des villes.

Innovate a développé et mis en place des services intégrés en matière d'efficacité énergétique dans 11 territoires cibles, dont la Région de Bruxelles-Capitale, Riga, **Litomerice, Aradippou, Frederikshavn, Heerlen, Mantova, la région d'Estrémadure et bien d'autres**. Ces services intégrés, appelés « guichets uniques » ont permis d'accélérer le taux de rénovation des logements et d'en améliorer le confort, tout en réduisant la facture énergétique ainsi que la consommation d'énergie des habitants, grâce :

- ✓ Au développement de produits adaptés aux préoccupations des consommateurs,
- ✓ Au marketing et à une communication ciblée,
- ✓ À des conseillers indépendants qui accompagnent les propriétaires de A à Z dans le processus de rénovation et en garantissent la qualité à chaque étape : information > préparation > financement > mise en œuvre > suivi des résultats,
- ✓ À la coordination d'une chaîne de fournisseurs et d'entrepreneurs afin d'offrir une solution globale de haute qualité aux propriétaires,
- ✓ À un financement à long terme et abordable.

Les leçons tirées d'Innovate ont déjà été communiquées et largement partagées avec les institutions européennes, qui recherchent des bonnes pratiques afin de préparer la vague de rénovations de l'UE et les changements à venir dans les directives sur la performance énergétique des bâtiments. Nos villes pionnières ont déjà aidé leurs citoyens et, ce faisant, d'autres villes européennes, car le défi de moderniser le parc immobilier existant peut désormais être relevé grâce à une approche qui a été testée et éprouvée.



HISTOIRES EN COURS

Des centaines de membres d'Energy Cities continuent de bénéficier de projets en cours dans presque tous les pays de l'UE. Nous n'avons pas la place ici de dresser un panorama de tous ces projets, de leurs objectifs, collaborations et participants, mais

n'hésitez pas à vous inscrire à notre newsletter

afin de vous tenir informé des derniers développements et des dates à ne pas manquer !



UN AVENIR RADIEUX

Une grande partie des derniers mois de 2020 a été consacrée à la préparation de propositions détaillées pour un large éventail de projets européens à venir impliquant nos membres. Comme toujours, nos objectifs de projet et nos objectifs de lobbying auprès de l'UE sont étroitement liés, car nous sommes convaincus que l'expérience des villes reste le meilleur argument pour convaincre les dirigeants de l'UE et constitue le retour d'informations le plus utile sur la façon dont nos « règles » doivent changer afin de permettre aux villes, et donc à l'Europe, d'exploiter pleinement leur potentiel.

En 2021, nous continuerons à promouvoir des mécanismes qui contribuent à accroître la production d'énergie locale et à accélérer la transition vers des systèmes de chauffage sans combustibles fossiles. Nous plaiderons pour une conception nouvelle et différente de la politique énergétique qui favorise les systèmes circulaires, rompt avec les cloisonnements et met en avant de larges partenariats pour des économies basées sur le local. Et nous aiderons à traduire l'objectif de « neutralité climatique » de l'UE en stratégies locales en plaidant pour un budget de l'UE adapté aux collectivités locales et pour la création de budgets carbone fondés sur la science pour une meilleure prise de décisions.

Nos propositions de projets ont remporté un vif succès, bien au-delà de nos espérances, et ont été très largement retenues.

N'oubliez pas de consulter régulièrement le site www.energy-cities.eu pour voir comment cette prochaine vague de projets va nous permettre de poursuivre la transition énergétique, de faire avancer nos objectifs politiques tout en continuant à accélérer la transition énergétique des membres d'Energy Cities !



NOTRE
OPINION
SUR CE QUI
A CHANGÉ EN
2020 POUR LA
TRANSITION
DES VILLES



UN ÂGE D'OR DE L'INFLUENCE DES VILLES DANS LA SPHÈRE POLITIQUE ?

Le paysage politique bruxellois est toujours fracturé, mais la situation actuelle ne ressemble à rien de ce que nous avons connu jusqu'à présent et pourrait ouvrir la voie à un âge d'or de l'influence des villes, assorti d'obligations sans précédent.

Tout d'abord, la **Loi sur le climat, qui impose zéro émission nette à l'horizon 2050 et une réduction de 55 % des émissions de CO₂ d'ici 2030**, a déclenché une vague d'activité législative sans précédent, entraînant la révision de dizaines d'objectifs, la mise en place de mesures et d'innombrables analyses d'impact.

Les conséquences de cette activité sont nombreuses.

Premièrement, la Commission européenne s'est retrouvée dépassée par cet enjeu de révision législative. La refonte des directives est censée n'avoir lieu qu'une fois par décennie, mais compte tenu de la nécessité d'accélérer l'action climatique, les nouvelles directives sur l'énergie sont à peine transposées en droit national qu'elles sont déjà rediscutées au niveau européen !

Deuxièmement, le très puissant Conseil européen a conforté sa position dans le processus décisionnel bruxellois, en particulier lorsque l'attention s'est portée sur la manière d'orienter les dépenses dans les plans de relance et le budget 2021-2027. Le déséquilibre des pouvoirs a été exacerbé par un Parlement européen qui est resté largement silencieux ces deux dernières années, mais qui aura un rôle plus important à jouer à mesure que les différentes propositions législatives avanceront.

Troisièmement, il existe aujourd'hui une fenêtre d'opportunité pour tourner le dos à la doctrine selon laquelle la croissance passe avant tout. Elle pourrait être remplacée par sa cousine idéologique, la « croissance verte », ce qui représenterait un changement minime, ou nous pourrions assister à une évolution vers plus d'autonomie et de résilience grâce à l'objectif « zéro émission nette ».



QUEL RÔLE POUR LES VILLES ?

Pendant des décennies, les villes ont demandé à être considérées comme des parties prenantes dans les négociations sur les objectifs de haut niveau et les priorités financières. Cela a donné le Comité des Régions, une instance qui a un avis sur tout et une audience quasi nulle.

Mais avec le travail en cours sur l'établissement des objectifs et la définition d'une nouvelle trajectoire pour faire de l'Europe un continent sans émission nette, l'attention se tourne vers ceux qui mettront en œuvre, dans nos rues, dans nos maisons et dans nos quartiers, les transformations rendues nécessaires par le Pacte vert. Nous parlons bien sûr des villes.

L'avenir pourrait voir l'adoption d'une approche parallèle, qui met les villes et les États membres sur un pied d'égalité : les États s'occupent des interconnexions entre les pays et des règles qui s'appliquent à tous pour une meilleure cohésion, tandis que les villes actionnent les leviers qui leur permettent de transformer leur économie locale et s'organisent pour qu'aucun territoire ne soit laissé « de côté ».

Pour donner un exemple, il n'est pas nécessaire que les villes réfléchissent aux règles du marché de l'électricité quand celui-ci est dominé par une vingtaine d'opérateurs. Mais il est absolument indispensable que les villes soient directement impliquées lorsque s'agit d'interconnecter les réseaux (chaleur, électricité, mobilité), de réduire les besoins, de créer des circuits courts, une solidarité avec les territoires voisins, ou encore d'aligner les secteurs agricoles et énergétiques. Les villes sont en effet le seul niveau de gouvernement capable de reconnaître et d'aligner les ressources et les acteurs disponibles de manière suffisamment détaillée pour pouvoir exploiter les véritables synergies disponibles et nécessaires à l'avènement d'une Europe zéro émission nette.

Un autre changement majeur dans la doctrine de l'UE, assez radical celui-là, est la question de l'autonomie européenne – un point de discussion clé, bien que vague, des Présidents de la Commission européenne et du Conseil récemment. Atteindre un nouveau niveau d'autonomie pour l'Europe commence par la construction de villes plus vivables et plus résilientes qui contrôlent leurs propres systèmes énergétiques, alimentaires et flux de matériaux. Les villes et les régions ont les leviers pour construire plus d'autonomie (gestion des ressources, économie circulaire, sobriété, adaptation, etc.) tout en manquant de certains éléments nécessaires à une totale autonomie, comme la recherche fondamentale. Les contours de ce débat sont loin d'être clairs et peuvent encore être circonscrits à des questions plus simples et moins constructives, comme celle de savoir si l'UE doit s'engager dans des guerres commerciales mondiales en ignorant le fait qu'une transition à l'échelle de la planète ne peut être un jeu à somme nulle.

TOUT SE RÉSUME-T-IL À L'ARGENT ? →



TOUT SE RÉSUME-T-IL À L'ARGENT ?

Par rapport aux mouvements sclérosés des processus inter-institutionnels de l'UE, les villes sont des acteurs rapides et agiles, capables d'agir et de se transformer rapidement. À l'heure actuelle, les sommes importantes mobilisées ne circulent pas assez rapidement en raison de la faible capacité administrative, au niveau européen, à évaluer et à mettre en œuvre les propositions. La Commissaire Ferreira, qui a participé à notre Assemblée Générale en 2020, est bien consciente des besoins des communautés locales, et des opportunités et défis que représenterait pour les villes un accès facilité, mais elle ne peut agir sans l'accord des États membres.

Energy Cities s'est attaché à mobiliser ces fonds en plaidant pour un soutien accru aux villes pour qu'elles puissent développer leur capacité à mettre en place des projets. Il s'agit essentiellement d'étendre à court terme la EU City Facility afin de développer une réserve de projets au niveau local et garantir ainsi une utilisation fiable de ces fonds. Cette approche est plus productive que celle qui consiste à essayer d'influencer la gouvernance des stratégies nationales, les gouvernements des États membres se montrant peu enclins à partager leur pouvoir, influence et réputation dès lors qu'il s'agit de dépenses de relance.



PERSPECTIVE À COURT, MOYEN ET LONG TERME : NOS PRIORITÉS POLITIQUES POUR LES ANNÉES À VENIR

À COURT TERME

Pour tous les instruments du Fonds de relance, la Commission gère un IAT (Instrument d'appui technique) dont les règlements d'application viennent d'être publiés au Journal officiel. Les États peuvent demander un soutien financier pour de l'expertise à hauteur de près de 900 millions d'euros pour la période 2021-2027. Les villes ont la possibilité de puiser dans cette enveloppe avec la collaboration des États membres. Ce sont en effet les États membres qui doivent faire la demande à la DG REFORM et il est important que cette demande intègre les arguments suivants :

- 1) **Évolutivité / reproductibilité du projet pilote local – pour les autres collectivités locales du pays,**
- 2) **Appui du ministère national selon lequel le projet pilote local est essentiel et peut bénéficier à d'autres collectivités locales dans le pays.**

Nous devons donc veiller à ce que les États membres se plient à cet exercice, car il s'agit d'une aide directe aux administrations municipales leur permettant de formuler des stratégies, rechercher des projets et renforcer leurs capacités.

MOYEN / LONG TERME →

À MOYEN TERME

Une demande de soutien est en cours (qui pourrait également passer par l'IAT) pour la formation de COP locales dans toute l'Europe afin de permettre à nos communautés d'intégrer la déclaration de Paris. La Présidente de la Commission européenne enverra une lettre la semaine du 19 avril à tous les maires d'Europe pour leur demander de s'engager dans la nouvelle Convention des Maires. Cette convention fait de la neutralité carbone un horizon proche et insiste sur la nécessaire inclusion de tous. Les COP locales sont un mécanisme idéal pour parvenir à cette inclusion et, par conséquent, la possibilité devrait être offerte de demander un soutien spécifique à leur création dans les futurs appels à projets de la DG REGIO (via les Fonds structurels) ou de la DG RTD (Horizon Europe).

Un autre avantage des COP est qu'elles permettraient de faire évoluer les plans de relance, qui ne seraient plus axés sur des investissements par secteur, mais tendraient vers une approche plus multisectorielle et territoriale. Des outils tels que les GIEC locaux et les budgets climatiques pourraient être financés afin de fournir aux collectivités les compétences et la boussole nécessaires pour prendre les bonnes décisions en matière d'investissement, tout en respectant le principe qui consiste à « ne pas causer de préjudice important ».

À LONG TERME

Le Nouveau Bauhaus européen, un « OPNI » : objet politique non identifié

Cette initiative de la Présidente de la Commission européenne vise à promouvoir une nouvelle culture interdisciplinaire : une initiative porteuse d'espoir pour « penser et tester la manière dont nous voulons vivre ensemble à l'ère post-Covid. (Et) rendre nos lieux de vie et la manière dont nous les investissons *Durables – Esthétiques – Partagés.* »

Annoncée dans son premier discours sur l'Etat de l'Union (septembre 2020), l'approche proposée consiste à relier les secteurs de l'éducation, de l'architecture et de l'urbanisme et à considérer la formule « la forme suit la planète » comme une nouvelle forme de développement. Fait unique, l'initiative n'est pas pilotée directement par une DG (puisqu'elles sont sectorielles) mais par le centre de recherche car elle n'a pas de programme défini. La phase actuelle est une phase de contribution ouverte. Le point crucial est que cette approche est très fortement soutenue par la Présidente elle-même qui tient absolument à ce que des fonds européens y soient affectés (les deux autres commissaires responsables sont les commissaires RDT et REGIO) et elle dispose donc d'un grand capital politique. La suggestion de la Présidente d'organiser des conversations locales pour faire émerger des idées pourrait être une possibilité.

Le Nouveau Bauhaus européen offre aux villes l'occasion de définir et de développer leur propre agenda, ainsi que leur propre boussole de transformation et les indicateurs qui vont avec. Plutôt que de « ne pas causer de préjudice important », pourquoi ne pas aspirer à un pouvoir de transformation élevé ! Avoir le soutien du Président portugais serait également très utile pour permettre aux villes de définir leurs propres indicateurs de « réussite » de la relance et un calendrier pour y parvenir.

Nous écrivons avec vous ces histoires, nous ne nous contentons pas de vous les raconter.

MERCI

La mission d'Energy Cities est de donner aux villes et aux citoyens les moyens de façonner des villes à l'épreuve du temps et d'en assurer la transition. Nous présentons des alternatives concrètes déployées par les villes, nous plaçons pour un changement de la gouvernance politique et économique à tous les niveaux et nous encourageons un large changement culturel menant à une société à l'épreuve du futur. La communauté d'Energy Cities est composée de dirigeants locaux de milliers de villes dans 30 pays européens.

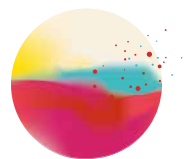
BESANCON

2B chemin de Palente
25000 Besancon, France

BRUXELLES

Mundo Madou
Avenue des Arts 7-8
1210 Bruxelles, Belgium

Avril 2021



ENERGYCITIES

www.energy-cities.eu

 [@energycities](https://twitter.com/energycities)

 [@energycities.eu](https://facebook.com/energycities)